

ABL tente de faire entendre sa voix auprès de la bureaucratie gouvernementale

> DONALD BROUILLETTE

brouillette@transcontinental.ca

Curieusement, ce n'est pas le dossier des accommodements raisonnables qui mobilise le plus ABL (Accès Accueil Action Basses-Laurentides pour l'immigration) depuis deux ans, mais bien de faire reconnaître la région des Basses-Laurentides comme une terre d'accueil pour les immigrants, auprès des instances gouvernementales.

À écouter les doléances des représentants de cet organisme, le 18 juin, à la suite de l'assemblée générale annuelle d'ABL, on pouvait conclure que si le dossier des accommodements raisonnables a pris presque toute la place depuis deux ans, en matière d'immigration et d'intégration, il a occulté de grands pans de la réalité sur le terrain.

Si l'on se fie aux propos du président d'ABL Jean-Jacques Drolet et du vice-président Alain Marginean, la principale difficul-

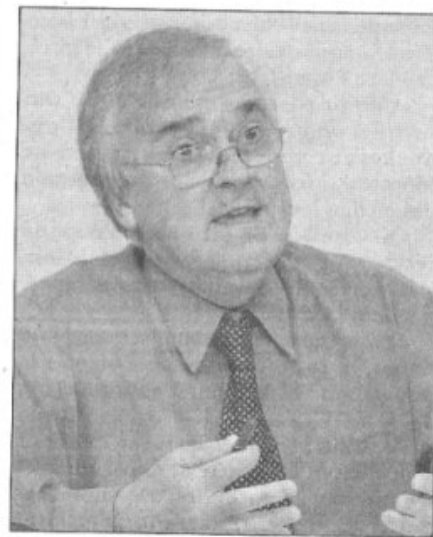
té pour attirer et retenir des immigrants dans notre région serait l'insuffisance des services gouvernementaux de soutien, principalement en matière d'emploi et de francisation.

Ainsi, malgré des initiatives dans le passé, le collègue Lionel-Groulx n'aurait pas été en mesure d'attirer suffisamment de candidats pour tenir des cours de francisation, les personnes immigrantes préférant aller à Saint-Jérôme ou à Laval.

Du côté des services gouvernementaux de soutien à l'emploi, la situation n'est pas plus simple. Les personnes immigrantes qu'ABL tente d'attirer dans les Basses-Laurentides demeurent en général à Montréal, où elles sont considérées comme des clients montréalais des services gouvernementaux. Les services de soutien à l'emploi situés dans les Basses-Laurentides fonctionnent avec les territoires qui leur sont confiés et s'adressent aux personnes résidant déjà dans la région.

On comprendra dans ce contexte, qu'ABL ne puisse fournir de chiffres sur le nombre de personnes immigrantes qui participent à ses séjours exploratoires dans les Basses-Laurentides et qui se trouveraient un emploi dans la région par la suite. Par contre, depuis peu, l'organisme CIBLE exerce un suivi auprès de ces participants aux séjours exploratoires, pour en mesurer l'impact.

Sur les grandes questions touchant l'immigration, le président d'ABL réitère les principes qui animent son organisme: on veut que des immigrants viennent s'installer dans les Basses-Laurentides, on réaffirme qu'ils font partie de l'avenir du Québec et, du même souffle, on se dit fier d'être Québécois et de la région des Basses-Laurentides; il y a des traditions, une langue et des croyances auxquelles on tient. «Et on pense qu'on est accueillant!», dit Jean-Jacques Drolet.



Jean-Jacques Drolet est le président d'Accès Accueil Action Basses-Laurentides pour l'immigration. (Photo Pépé)